



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 6, numéro 16
Juillet-Décembre 2023
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/>

DU RETOUR DE LA RUSSIE EN AFRIQUE : IMPACT ET PERSPECTIVES

Augustin NGALUSAY OBALA

Chef de Travaux et Doctorant en Relations Internationales à l'Université Pédagogique
Nationale/Kinshasa-RDC

RESUME

Le retour en force de la Russie en Afrique est largement commenté depuis 2017. Certes, le retour de la Russie en Afrique est indéniable. Cependant, son approche se fonde moins sur un opportunisme pragmatique, essentiellement dictée par des impératifs économiques. Le présent article apporte de l'éclairage la portée stratégique de l'Afrique pour la Russie ; analyse les vecteurs et les mobiles de son influence géopolitique en Afrique ainsi que son articulation au regard des pesanteurs d'autres puissances traditionnelles.

Mots-clés : *Russie, Afrique, reconquête, influence.*

ABSTRACT

Russia's resurgence in Africa has been widely commented on since 2017. Russia's return to Africa is undeniable. However, its approach is based less on pragmatic opportunism, essentially dictated by economic imperatives. This article sheds light on the strategic importance of Africa for Russia, and analyses the vectors and motives for its geopolitical influence in Africa, as well as its relationship with other traditional powers.

Keywords : *Russia, Africa, reconquest, influence.*

INTRODUCTION

En décembre 2017, Moscou a obtenu de l'Organisation des Nations Unies (ONU) une levée de l'embargo sur les armes pour équiper et former les unités centrafricaines (environ 1.300 hommes). Le retour de la Russie en

Afrique, de Luanda à Port Soudan en passant par le Caire et Pretoria est depuis largement commenté.

Au-delà du récit de la reconquête d'un espace que la Russie postsoviétique avait abandonné, la nature de ce retour soulève trois questions à savoir : l'espace africain procède-t-il uniquement d'un effet d'aubaine ou au contraire d'une stratégie mûrement réfléchie par la Russie, au même titre que celle du tournant vers l'Asie annoncé dès le premier mandat de Vladimir Poutine ? Quels sont les vecteurs privilégiés de ce retour : la diplomatie, la sphère militaire, les ressources naturelles, l'économie ? Enfin, comment cette politique s'articule-t-elle avec la concurrence des autres puissances déjà présentes sur le continent africain ?

Le présent article tente d'apporter des éléments de réponse à ces interrogations. Premièrement, quoiqu'incontestable, le retour de la Russie en Afrique est beaucoup moins spectaculaire que ne laisse penser sa couverture médiatique récente. Deuxièmement, les moyens de ce retour relèvent surtout de l'influence et des actions indirectes, dont certains acteurs privés et publics sont les instruments. Troisièmement sur deux piliers, la coopération militaro-technique et l'exploitation des ressources naturelles.

L'approche géopolitique est celle qui nous a accompagnés tout au long de l'élaboration de cette étude.

I. VECTEURS ET MANIFESTATIONS DE L'INFLUENCE RUSSE EN AFRIQUE

Dans ce point, il est question d'aborder l'héritage du mythe soviétique, la coopération culturelle et académique, le vecteur médiatique, le vecteur diplomatique et militaro-sécuritaire, les vecteurs du nucléaire civil et de l'énergie

I. 1. Héritage du mythe soviétique

Le récit de l'épopée Soviétique en Afrique (épuré de ses échecs) constitue le socle à partir duquel la Russie justifie son retour sur le continent. En 2013, lorsque Vladimir Poutine a rendu hommage à Nelson Mandela, il a souligné l'amitié qui liait celui-ci à la Russie et l'importance du soutien apporté

par Moscou dans la lutte contre le régime d'Apartheid¹. Réinterpréter les grands événements historiques à son avantage et à son image est constitutif de la rhétorique du retour de la Russie dans la région.

L'ensemble de la production des bulletins d'information de l'institut des études africaines de l'Académie des Sciences s'attache à mettre en valeur le rôle de l'Union Soviétique dans le développement de l'Afrique. Or, l'implication de l'Union Soviétique en Afrique pendant la Guerre Froide était partie intégrante de la lutte globale contre l'Occident.

La Russie n'avait pas de stratégie africaine à proprement parler. L'Afrique n'était pas non plus une priorité pour la Russie après la chute de l'URSS. L'intérêt diplomatique de la Russie prend pourtant racine à la fin du XIXe siècle, en contrepoint de son exclusion du partage colonial de l'Afrique par les puissances européennes à la conférence de Berlin, en 1885.

Cette mise à l'écart a constitué le terrain fertile de la « Mecque rouge », expression autrefois employé par les soviétiques pour qualifier l'URSS en tant que nouveau référent normatif et idéologique. En novembre 1922, année de création de la Guépéou (police d'Etat qui succède à la Tcheka) et de naissance de l'URSS, le quatrième Congrès du Komintern (Internationale Communiste) s'est penché sur la « question africaine », l'esclavage et la responsabilité des Etats-Unis d'Amérique.

L'idée des nouveaux responsables soviétiques était déjà d'utiliser le continent pour marquer des points dans la compétition qui les opposait au camp capitaliste. Il s'agissait aussi de diffuser l'idéologie communiste auprès de communauté afro-américaine aux Etats-Unis. En outre, à en croire un diplomate éthiopien, les dirigeants Soviétiques avaient envisagé la fondation d'un détachement militaire africain de l'Armée rouge.²

Plusieurs pays d'Afrique ont signé avec l'URSS des accords de coopération culturelle, qui ont permis l'implantation de centres culturels soviétique sur le continent. En parallèle, Moscou apportait son soutien

¹ Disponible sur www.agenceecofin.com, consulté 14 décembre 2022.

² Entretien d'un diplomate éthiopien à Paris au mois d'avril 2008. Il a estimé qu'une « armée rouge d'Afrique » allait dans le sens de Révolution.

financier aux armées locales. Le soft power allait ainsi de pair avec le hard power.

Le souvenir de l'expérience soviétique en Afrique est aussi celui de l'échec et de l'abandon du socialisme. Lorsque Mikhaïl Gorbatchev est arrivé au pouvoir, l'Afrique n'était plus un enjeu stratégique majeur. La priorité était d'empêcher l'effondrement de l'Etat, de réduire la prégnance de l'idéologie dans les structures du pouvoir, de redresser l'économie et d'intégrer la « maison commune » européenne. En Afrique, le camp socialiste africain s'est considérablement affaibli et neuf ambassades et représentations commerciales Soviétiques y ont été fermées.³

Le vide stratégique laissé par ce départ précipité a rapidement été comblé par les puissances occidentales et la Chine : les soviétiques ont plié bagage du jour au lendemain et l'URSS a été rayée de la carte.

I. 2. Coopération culturelle et académique

Outre les relations culturelles à proprement parler (promotion de la littérature russe, coopération entre musées...), les champs linguistiques et académiques (histoire, mathématique, économie...) constituent deux éléments clefs de la diplomatie culturelle russe en Afrique. Les chiffres communiqués par l'Université russe de l'Amitié des peuples indiquent que 400.000 étudiants africains ont été formés depuis les années 1970, ce qui représente une empreinte non négligeable.

Selon l'administration de plusieurs résidences étudiantes de Moscou dans les quartiers de Beliaevo et Lougo-Zapadnaia, où résident une majorité d'étudiants étrangers, il y aurait actuellement moins de 5.000 étudiants africains dans les Universités russes, dont 3.000 boursiers.⁴

Parmi eux, la majorité vient étudier la langue et la civilisation dans le but de pouvoir, ensuite, postuler pour un cycle scientifique. Selon un enseignant du RUDN, qui officie depuis une vingtaine d'années sur place

³ ARKHAGELS K. A., « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », dans *Afrique contemporaine*, vol. 4, n°248, 2013, pp. 61-74.

⁴ Disponible sur [disponible sur uis.unesco.org](https://uis.unesco.org), consulté 14 décembre 2022.

auprès des étrangers, « les étudiants africains sont de moins en moins nombreux mais, d'une certaine façon, ils n'ont jamais été aussi nombreux. Par exemple, à l'Institut Pouchkine, rue Volguina, les étudiants africains qui occupent le foyer ont pour beaucoup dépasser le stade étudiantin et occupent les lieux comme s'ils occupaient un logement. L'administration continue pourtant de les comptabiliser comme étudiants ».⁵

Institution importante de la coopération académique russo-africaine, l'institut des études africaines de l'Académie des Sciences de Russie jouit du soutien officiel du MID et comprend plusieurs dizaines de publications analytiques, de recherche ou l'information. Divisée en 11 centres de recherche (centre d'histoire et d'anthropologie, centre de recherche sur l'histoire de l'Afrique du Sud, (centre de recherche sur l'Afrique du Nord et Corne de l'Afrique, centre d'études des économies en transition, centre d'étude sur les questions stratégiques...⁶), la structure se présente comme un laboratoire d'idées sur l'Afrique. Elle constitue à la fois une possible ressource préalable à l'action politique et un outil d'influence.

Depuis 2014, les thèmes de recherche dans le cadre de mémoires et thèses de doctorat sur l'Afrique y sont variés : les perspectives pour une extension des BRICS, les intérêts russe en Afrique, l'innovation en Afrique, gouvernance et stabilité en Afrique, la coopération entre l'Afrique du Sud et la Russie, le radicalisme islamiste en Afrique, les évolutions politiques et sécuritaires au Sahel, l'identité africaine au XXI^e siècle, la lecture culturaliste et civilisationnelle de l'Afrique, la politique étrangère des Etats africains, l'histoire des conflits armés en Afrique, les conséquences de la mondialisation en Afrique... la bibliographie est particulièrement riche : une certaine d'ouvrages, essais, publiés en 2018 et davantage en 2017.

L'Académie a beaucoup publié sur l'empreinte chinoise en Afrique et la directrice de l'institut, Irina Abramova, appelle régulièrement Moscou à

⁵ Entretien avec l'auteur, Cracovie, juillet 2018.

⁶ Voir sur le site de l'Institut des Etudes Africaines de l'Académie des Sciences de Russie : www.inafran.ru, consulté 14 décembre 2022.

s’imposer en Afrique pour y contenir les ambitions de Pékin, voire tenter de proposer aux Etats africains une alternative russe.⁷

L’approche chinoise de l’Afrique a très probablement influencé celle de la Russie. Les chercheurs russes ont notamment étudié les plateformes bilatérales visant à développer les synergies entre les industriels africains et les banques chinoises⁸, à l’exemple de la China Africa Research Initiative⁹, qui au travers de bourses et de financement de recherche a permis à la China Development Bank d’utiliser intelligemment le vecteur académique au profit des affaires. De même, le forum sino-africain (ROCAC) est analysé en Russie comme un modèle diplomatico-économique efficace pour pénétrer le marché africain au travers notamment de zones économiques spéciales (ZES).

Le modèle chinois a donc vraisemblablement été une source d’inspiration pour la création de la plateforme African Business Initiative, développée par le Kremlin et les équipes du ministère de l’Industrie et du Commerce (Min Prom Torg). En 2016, le ministre Denis Mantourov a, dans la même veine, favorisé la création de plusieurs forums bilatéraux russo-africains afin de tisser une diplomatie du lieu économique entre les industriels africains et russes. Dans ces instances, malgré son statut de pays émergent, ses capacités à accompagner les Etats africains dans leur développement.

L’institut cultive par ailleurs sa visibilité extérieure par le biais de séminaires d’accompagnement d’événements liés au commerce extérieur et à la mémoire de la coopération africano-soviétique.¹⁰ La Russie met, en effet, un point d’honneur à soutenir les initiatives africaines qui commémorent les luttes de libération nationale et les anniversaires « douloureux » pour l’ancien colonisateur européen. Ainsi, Moscou s’est impliqué dans la célébration de l’anniversaire des 20 ans du génocide tutsi au Rwanda, en 2014. Une action

⁷ Disponible sur www.moderngana.com, consulté le 14 décembre 2022.

⁸ Disponible sur www.inafran.ru, consulté le 14 décembre 2022.

⁹ L’initiative a été lancée en 2016 et est rattachée à l’Université Johns-Hopkins.

¹⁰ Disponible sur <https://inafran.ru>, consulté le 14 décembre 2022.

politico-diplomatique a eu lieu en ce sens à l'Académie des Sciences pour dénoncer le rôle de la France dans ce dossier.¹¹

Appuyé par le cabinet de conseil américain Squire Patton Boggs, le gouvernement russe a donc lancé en 2016, sous la houlette de Mikhaïl Bogdanov, l'« African Business Initiative ». Celle-ci vise à développer une politique africaine de la Russie combinant recherche académique, économie, diplomatie, défense et sécurité. Il s'agit plus précisément de positionner la Russie comme un guide pour les Etats africains soucieux de s'affirmer comme des puissances régionales, à travers la consolidation de leur armée et l'établissement d'un partenariat stratégique avec Moscou. Un observateur français proche de dossier souligne que cette initiative a permis de relancer la machine administrative russe pour réoccuper le terrain économique sous l'angle de l'aide au développement.

I. 3. Vecteur médiatique

La compétition pour l'Afrique s'exerce aussi par le vecteur médiatique. La Russie déploie plusieurs canaux de communication, en tentant de faire valoir les versions francophone et anglophone de ses deux grands médias internationaux, RT et Sputnik¹². Leurs sites internet sont déjà largement consultés sur le continent. Leur ligne éditoriale adopte généralement une tonalité critique vis-à-vis des anciens colonisateurs, et la politique africaine de la France y est présentée comme mue par une forme de néo-impérialisme.

De plus, selon un ancien cadre aux affaires publiques de Google, la Russie investirait dans des campagnes « Google Adwords » afin que les moteurs de recherche liés à Google et sollicités sur l'Afrique fassent en priorité remonter les informations des agences russes (Sputnik, RT, Tass...). Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de ces initiatives mais il s'agit d'un point de vigilance sur le long terme.

¹¹ PANOVA A., « Ruanda kwibuka-20. Pamat'o genocide, spory, diskussii » (Rwanda « kwibuka-20 » : la mémoire du génocide, débats et discussion), *Azia i Afrika segonâ*, n°2, 2015, p. 54.

¹² LIMONIER K., « Diffusion de l'information russe en Afrique », dans *Essai de l'IRSEM*, n°66, novembre 2018.

I. 4. Vecteur diplomatique et militaro-sécuritaire

Comme indiqué dans le concept de politique étrangère 2016 (art.99), l'Afrique s'inscrit dans un ensemble d'organisations régionales dont l'Union Africaine, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté d'Afrique de l'Est, la Communauté de Développement d'Afrique Australe, l'Union du Maghreb arabe et l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine. Le MID russe cherche à y apparaître comme un interlocuteur respectable, voire à y obtenir un statut d'observateur.

Les ambitions russes sont plus élevées dans le contexte des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), où Moscou veut apparaître comme le leader et l'inspirateur d'une voie alternative pour l'Afrique¹³. Dans la perception russe, les BRICS tendent à devenir un outil au service de son rayonnement en Afrique, l'organisation pouvant s'ouvrir à d'autres pays africains, voire servir de modèle à la création de nouvelles organisations africaines sous le parrainage de Moscou.

Cette approche s'inspire de celle de l'ancien ministre des Affaires étrangères (1996-1998) et premier ministre (1998-1999) Evgueni Primakov, qui a travaillé sur l'Afrique avec Nodari Simonia et Alexeï Vassilev, experts à l'Académie des Sciences à partir de 1999. En décembre 2001, Primakov, alors président de la chambre de Commerce et d'Industrie, a visité l'Angola, la Namibie, la Tanzanie et l'Afrique du Sud, en appelant la Russie à construire un monde multipolaire. La vision primakovienne consistait à rallier un maximum d'Etats africains à la Russie, dans l'espoir de constituer un nouveau bloc anti-occidental capable de modifier les rapports de force à l'ONU et d'ouvrir le cercle des Etats avec un siège permanent au Conseil de Sécurité (Afrique du Sud, Ethiopie, Angola, Nigeria).

Il s'agissait d'infléchir le logiciel géopolitique en cours pour favoriser la multipolarité. Il est cependant peu probable qu'une telle stratégie opère en Afrique Subsaharienne, où l'anti-américanisme reste limité.

¹³ LO B., « La Russie, la Chine et les BRICS : une illusion de convergence ? », dans *Russie.Nei.Vision, Ifri*, n°92, mars 2016.

En revanche, les leaders autoritaires africains sont nettement plus sensibles à la menace d'un « printemps africain ». Moscou a anticipé ce phénomène à partir de 2015 en envoyant plusieurs conseillers politiques dans une dizaine d'Etats dont Madagascar, la RCA, la RDC ou le Soudan.¹⁴ Ces « consultants » proposent aux autorités publiques. Toutefois, s'ils produisent des rapports justifiant leur activité d'un point de vue comptable, ces conseillers sont aussi et surtout des « implants diplomatiques », voire des agents sous couverture.

Parmi leurs casquettes, ils peuvent aussi vendre de la sécurité contre des avantages de toutes sortes... Au-delà du secteur de l'armement, l'appui sécuritaire de Moscou se paye en promesses de contrats pour les entreprises implantées dans ces pays dans l'énergie et les métaux rares. En outre, ces « consultants » ont leurs bailleurs de fonds, comme l'homme d'affaires pétersbourgeois Evgueni Prigojine et l'un de ses bras droits, le politologue Laroslav Ignatovski. L'articulation entre l'ensemble de ces acteurs et sous-acteurs n'est pas évidente, mais l'objectif reste de positionner favorablement la Russie dans le jeu politique de ces pays, voire d'y influencer les processus électoraux¹⁵.

Le rôle d'Evgueni Prigojine est opaque, mais son nom est systématiquement associé aux groupes de sécurité privés déployés en Afrique (en particulier le groupe Wagner), dans le sillon des consultants politiques. Prigojine serait également lié à l'Internet Research Agency, qualifiée « d'usine à trolls » dans les médias occidentaux. Ses holdings (OAO Slavianka, Konkord M...) ont un quasi-monopole sur l'ensemble du marché de l'alimentaire et de l'hygiène des forces armées russes ce qui en fait un acteur majeur qui agit pour le compte du ministère de la Défense russe. Selon une source bancaire proche des milieux d'affaires ghanéens, « les oligarques n'apparaissent jamais au grand jour. Leurs relais font du conseil par le biais d'hommes de paille et de montages plus ou moins complexes. Le but est moins d'aider les Etats ou

¹⁴ Le Sénégal et Mali sont également des cibles pour la mise en place de telles cellules.

¹⁵ PERCEV A., « Rossijskie polittehnologi izvedaût Afriku » (les technologues politiques russes s'essayent à l'Afrique), dans *Kommersant*, 20 avril 2018.

leurs dirigeants que d'investir des capitaux dont l'origine est frauduleuse. La CEDEAO suit de très près ces montages.

Nous pensons qu'en raison des sanctions contre l'Etat russe, l'Afrique est envisagée comme nouveau débouché pour blanchir des capitaux avant de les réinjecter en Europe à partir de l'Afrique. D'où l'importance d'avoir des complices politiques et diplomatiques.

Le cas de la RCA est particulièrement intéressant à cet égard. La Russie veut-elle travailler avec ce pays ou bien simplement l'utiliser comme réceptacle d'investissements opaques ou un espace de transit ? « En Centrafrique, il y a un accord entre des Russes qui sécurisent les intérêts cachés de certains proches du pouvoir russe en exercice et Bangui qui leur permet tous les montages possibles et leur ouvre des corridors vers les pays voisins.

La RCA devient dans ce contexte un lieu idéal pour le transit des flux, le transport physique de liquidités et l'ouverture de compte au porteur. Il faut s'intéresser aux pays proches de la RCA pour trouver un commencement d'explications. Ainsi, en Guinée équatoriale, la Russie investit massivement ces derniers temps dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP).

La base arrière Centrafricaine constitue dans cette optique un sanctuaire pertinent souligne la même source, pour qui l'empreinte russe en Centrafrique est moins guidée par une volonté de conquête géopolitique contre les Européens que par la nécessité de créer des points d'appuis pour y sécuriser des montages financiers impliquant l'argent du premier Cercle de Vladimir Poutine.

Cette hypothèse, liée à du blanchiment à grande échelle, permet en partie d'expliquer l'emploi de milices privées. Le phénomène n'est d'ailleurs pas nouveau. En effet, les sociétés militaires privées russes, dont l'existence est officiellement interdite par la loi, sont présentes en Afrique depuis une vingtaine d'années, de l'ex-Zaïre à la Côte d'Ivoire en passant par le

Soudan.¹⁶ Leur mission a souvent consisté à protéger les intérêts financiers de personnalités politiques en participant à des opérations de couverture plus classiques.

D'après l'un d'entre eux : « lorsque l'on quitte les structures de forces pour servir dans une société militaire privée, le processus d'admission est totalement pris en main par les services spéciaux, car la société qui nous emploie est aussi au service de l'Etat. Le Kremlin connaît nos agissements. Malgré cela, nous savons qu'en cas de problème, la réalité de nos opérations et de notre présence sera niée ».

La présence des milices s'est accélérée depuis une dizaine d'années en Asie, en Syrie, dans le Golfe d'Aden, en Ukraine et en Afrique, par le biais de nombreuses entités, comme Antiterror Orel, Slavonic Corps Lmd, Sewa Security Services, Lobaye Ltd, le groupe Wagner ou des groupes cosaques. Des membres de ces sociétés se retrouvent au Soudan, en Centrafrique et en Syrie, avec des missions généralement redondantes telles que la protection de personnalités, la Sécurisation de délégations d'hommes d'affaires russes (Gazprom et Rosatom disposent de connexions avec ces structures mais ces activités sont mentionnées, dans les bilans comptables de leur activité, sous l'appellation « external services ») et la formation militaire. La visibilité du groupe Wagner est vraisemblablement liée à la nature de son portefeuille de contrats, qui contient les dossiers les plus sensibles, en particulier la protection des intérêts financiers du Kremlin.

I. 5. Vecteurs du nucléaire civil et de l'énergie

Existe-t-il une véritable diplomatie économique visant à promouvoir le secteur énergétique en Afrique ou ne s'agit-il que d'une action opportuniste menée au cas par cas par les grands acteurs du secteur ? La seconde option est la plus vraisemblable, malgré la capacité certaine du Kremlin à instrumentaliser tout groupe industriel dans lequel l'Etat possède des parts.

¹⁶ Lors des opérations en Côte-d'Ivoire (2003), la ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie avait soulevé le rôle obscur de ces milices Slaves, dont certaines avaient leurs entrées à l'Hôtel Ivoire.

Le continent africain constitue pour le groupe Rosatom et ses partenaires un marché à conquérir. Certes, par son statut de corporation d'Etat (goskorporacia), Rosatom est directement lié au Kremlin. Les décisions de ses dirigeants ne sont toutefois pas exclusivement dictées par des impératifs politiques. Rosatom développe en effet une stratégie propre qui, de façon conjoncturelle, peut être mobilisée comme un levier de la puissance russe. Le principe est le même pour l'énergie gazière et pétrolière. Certes, l'éventualité d'une diplomatie de l'énergie est soumise aux contingences commerciales des sociétés impliquées. Cependant, à l'instar de l'Egypte ou de l'Algérie, les contrats énergétiques peuvent devenir des vecteurs d'influence politique.

Un représentant de Rosatom à Paris aurait confirmé que le groupe russe exportait sa production énergétique nucléaire en Afrique comme « un moyen de modernisation des économies nationales » et développement du continent. Les dirigeants africains présentent également l'intégration du « club nucléaire » comme un moyen de rehausser le statut de leur pays.

Dans ce cadre, Rosatom entend devenir un acteur panafricain du nucléaire dans le sillage de son succès commercial en Egypte vitrine d'un certain savoir-faire russe où le groupe a signé un contrat pour la construction de quatre réacteurs à eau sous pression (VVER) d'une puissance de 1.200 mégawatts (MW) chacun. L'Egypte apparaît cependant comme une exception, aucun autre Etat africain n'ayant à ce stade fait confiance à la Russie pour de telles Centrales.

En outre, Le Caire n'a pas acheté le Package général russe (accord énergétique et promesses de contrat dans le secteur de l'armement), et continue de privilégier l'Occident pour certains systèmes d'armes. Dans le scénario optimal voulu par le Kremlin, le client s'engage dans un accord-cadre stratégique créant une forme de monopole à l'avantage des industries russes pour l'ensemble des secteurs régaliens. En Afrique du Sud et en Afrique de l'Est, malgré les efforts diplomatiques consentis pour positionner Rosatom, le

groupe parvient difficilement à s'imposer sur ce marché hautement concurrentiel.¹⁷

Pour rebondir, le salon Atomexpo 2017, lié à la filière nucléaire russe et soutenu par le Kremlin et le Min Prom Torg, a mis l'accent sur l'Afrique par le biais d'une nouvelle offre de mini-centrales nucléaires civiles. Plusieurs marchés économiques ont alors été privilégiés : la Zambie, avec laquelle un accord de coopération scientifique et technique et trois contrats impliquant le ministère de l'Education et de la Science ont alors été conclus pour former des ingénieurs ; l'Ethiopie, avec lequel un mémorandum d'accord (MoU) a été signé ; le Soudan, avec une série d'accord de recherche pour la production d'hydroélectricité et des études géologiques, via une structure appelée Urango, spécialisée dans la recherche d'uranium et la signature en décembre 2017 d'un accord-cadre Russie-Soudan.

D'autres pays ont signé des manifestations d'intérêt non contraignantes comme le Mozambique, l'Angola, le Mali, le Zimbabwe et le Rwanda. L'idée des mini-centrales pourrait placer la Russie dans une position intéressante dans la mesure où le produit proposé pourrait faire émerger un nouveau marché, au-delà des centrales traditionnelles. Dans ce type de dossier et tout particulièrement en Afrique, le groupe industriel les spécifications de l'appel d'offre ou du contrat envisagé. Cette pratique permet à l'industriel de ne plus seulement être un acteur parmi d'autres, mais un membre intégré au projet dès le début du processus de développement.

Dans les domaines gazier et pétrolier, les compagnies russes ont aussi leur propre stratégie, bien que la présidence d'Igor Setchine, dans le cas de Rosneft, laisse planer le doute sur la destination commerciale de certains partenariats. Le Forum de Saint-Petersbourg 2018 a été l'occasion pour Rosneft de signer un mémorandum d'entente avec le groupe nigérian Oronto Petroleum, afin de réaliser des projets communs d'exploration sur l'ensemble du continent. Oronto Petroleum est une entrée intéressante pour Rosneft, en tant qu'elle représente un relais pour développer des projets au Sénégal, au Ghana, au Nigeria et au Sud-Soudan. Selon un journaliste

¹⁷ SCHEPERS N., « Russian Incentives for Nuclear Hopefuls in Africa », *IISS*, avril 2018.

d'investigation pragoise, ce partenariat pourrait aussi servir de vitrine légale à Igor Setchine pour des opérations parallèles visant à faire passer discrètement des fonds hors de Russie.

Pour le gaz, l'empreinte russe est bien plus importante que pour le pétrole avec d'importants contrats en cours en Algérie (accord Gazprom-Sonatrach pour l'exploration, l'extraction et la production de gaz naturel liquéfié) et en Libye.

Gazprom dit vouloir reproduire ces succès au Ghana, en Tanzanie et au Mozambique et se vent comme un développeur de solutions pour le client public, qui dans le scénario idéal remettrait l'ensemble du projet entre les mains de l'industriel, et de sa filiale bancaire Gazprombank pour la constitution des garanties et du pool bancaire.

Gazprom envisage son implantation en Afrique comme un moyen d'accéder à des ressources complémentaires à celles des gisements russes existants, qui lui permettraient de soutenir sa stratégie d'augmentation de ses livraisons de gaz à l'Europe à hauteur de 190 milliards de m³.

L'objectif serait de livrer davantage de gaz à l'Europe à partir de gisements en Afrique et d'apporter ainsi une réponse à la question du transit par certains pays, dont l'Ukraine. Comme pour Rosneft, la proximité entre le président de Gazprom Alexeï Miller et Vladimir Poutine ne doit pas masquer le fait que le groupe devra un jour apporter un retour sur investissement au pouvoir politique. Tout groupe industriel qui doit son succès commercial dans un pays complexe à l'Etat, a fortiori lorsque Vladimir Poutine s'implique dans le dossier (cas de certains contrats gaziers et pétroliers), sait que la pratique des affaires en Russie appelle un « renvoi d'ascenseur ». Celui-ci prend notamment la forme d'avantages économiques consentis à certains fonctionnaires facilitateurs (rétro-commissions...).

II. PERSPECTIVES D'UNE RELATION RUSSO-AFRICAINE TOUJOURS PLUS CLIENTELISTE

L'émergence effective d'une voie africaine pour la politique extérieure russe paraît improbable, en dépit d'un ancrage à long terme des sanctions

occidentales. Cependant, l'hypothèse, même surévaluée, d'un « retour » de la Russie en Afrique, joue en faveur de Moscou et nourrit le discours sur la restauration de la puissance russe, qui constitue un élément fondamental de la légitimité du régime en interne.

« L'effet d'annonce » du retour de la Russie en Afrique devrait néanmoins retomber avec le temps, pour se fondre dans le récit idéologique du monde multipolaire, où la voie russe inclut le dialogue avec les espaces en développement, dont l'Afrique.

Cela n'empêchera pas les services de renseignement (service fédéral de sécurité FSB, renseignement extérieur SVR, renseignement militaire GRU) de continuer leur quête de partenariats en Afrique, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Ils devraient également y poursuivre l'implantation d'antennes de renseignement officielles ou clandestines et le développement d'un réseau de sources, en vue de recueillir des informations sur les Occidentaux, leurs actions en Afrique et leurs relais en métropole. Ainsi, dans le sillage de la signature en février 2018 d'un accord militaire avec Madagascar (livraison d'armement de petit calibre), l'Île tendrait à devenir à son insu un point d'appui discret pour les opérations du renseignement russe.¹⁸

Sur le plan économique, la Russie devrait continuer à faire valoir les intérêts de ses grands groupes, et ses élites politiques à chercher en Afrique des havres de paix fiscaux et bancaires. Il faut ainsi s'attendre, jusqu'à la fin du quatrième mandat de Vladimir Poutine, à de plus en plus de montages financiers impliquant des consortiums bancaires et des sociétés-écrans utilisant l'Afrique comme un relais, pour en fin de compte masquer les ultimes bénéficiaires russes. L'empreinte russe en Afrique tendrait alors à basculer dans le « gris » et les financements occultes (montage d'évasions fiscales, alimentation de poches financières clandestines pour soutenir des opérations de renseignement...).

¹⁸ KALIKA A., « Le Grand retour de la Russie en Afrique ? », dans *Russie.Nei.Visions*, n°114, Ifri ? avril, 2019, pp. 25-26.

En Russie, les contrats sont solidaires les uns des autres et cette tendance devrait perdurer : les succès dans le nucléaire, le gaz et les grands projets d'infrastructures énergétiques sont liés à la bonne exécution des accords militaires ou à un pays à surveiller dans les années qui viennent. Moscou cherche en vain à y sceller le même type de contrats-cadres liant activités commerciales et énergétiques, d'une part, et prestations militaires et de sécurité d'autre part. La gestion de Khartoum est toutefois particulièrement complexe et instable.

En effet, le Soudan n'est pas prêt à confier à la Russie un monopole économico-militaire et préfère rechercher la diversité (Pékin y a investi 17 milliards de dollars pour la seule année 2017).

Les banques du pays ont toutefois développé des liens avec les groupes bancaires russes, comme les observateurs l'ont appris les 22 et 23 novembre 2017, lors de la visite du président Omar el-Béchir en Russie. Durant sa rencontre avec Vladimir Poutine, le président soudanais a exhorté la Russie à trouver des solutions pour se protéger contre les Etats-Unis qui voudraient, selon lui, fractionner le Soudan en plusieurs provinces autonomes.

L'argument est vraisemblablement destiné à flatter la fibre antiaméricaine de Vladimir Poutine puisque, dans les faits, les relations entre le Soudan et les Etats-Unis sont à géométrie variable. Ainsi, Washington a décidé en 2017 de lever un embargo économique qui pesait sur le pays depuis 1997.

Le chef de l'Etat soudanais a également invité le président russe à réfléchir à la création d'une emprise militaire sur la mer Rouge. Ces déclarations ont pu suggérer un basculement rapide du Soudan dans le giron russe, relayé à Moscou par le président de la commission de défense du Conseil de la Fédération, Viktor Bondarev. Or, il ne s'est, depuis, pratiquement rien passé, à l'exception de l'octroi de quelques facilités militaires logistiques pour les mouvements russes vers la RCA, à partir de cantonnements préexistants. Vladimir Poutine se méfie des liens entre Khartoum et Doha, qui fait partie des bailleurs de fonds du régime d'Omar el-

Béahir. La perspective de voir un axe stratégique russo-soudanais se créer est donc peu envisageable, sauf dans le « gris bancaire ».

Au-delà de la survie du régime, la Russie est consciente de ses besoins impératifs en ressources naturelles. Moscou n'entend pas y renoncer. Il devrait donc chercher à suivre le sillage chinois dans sa participation au partage du « réservoir » africain. Une tendance se dessine pour sécuriser des positionnements sur des territoires riches en métaux rares.

Selon un diplomate français anciennement en poste en Russie, « alerté par sa communauté scientifique, la Russie a pris conscience du fait que le territoire russe n'avait pas des ressources inépuisables pour certains métaux. Or, l'Afrique en regorge. Vladimir Poutine a donc donné un blanc-seing à ses équipes pour tenter de combler le retard, et prépositionner des hommes sur les espaces stratégiques où la place était encore libre dont la RCA... ». Parmi les ressources nécessaires à la Russie dans les années qui viennent, on trouve le cuivre, le niobium, le gallium, le coltan, le cobalt, le fer, le platine, le zinc, le manganèse, le titane, le mercure et le chrome.

CONCLUSION

Le retour de la Russie en Afrique est plus modeste que l'image renvoyée par le pouvoir et les médias russes et internationaux. Il n'est que le produit des difficultés économiques intérieures du pays, où les grands groupes et les petites et moyennes entreprises (PME) ont un besoin vital d'exporter vers des zones épargnées par les sanctions. Le marché intérieur russe ne suffit plus.

Puissance économique émergente, la Russie a finalement plus besoin de l'Afrique, réservoir immense de ressources naturelles, que l'Afrique n'a besoin de la Russie. D'une part, elle cherchera à diversifier ses sources d'approvisionnement en importations de produits agricoles et autres denrées alimentaires, afin de contourner les voies traditionnelles également sous la pression des sanctions. Dans cette optique, le continent africain prend toute son importance.

Il serait donc exagéré de prêter à la Russie une stratégie préparée d'affaiblissement de l'Occident sur le continent africain. Il s'achemine plutôt vers une relation toujours plus clientéliste avec des régimes africains autoritaires et opportunistes.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABBAMI O. A., « Extension des zones d'influence russes dans le pré-carré français en Afrique centrale : cas de la République centrafricaine », dans *Thinking Africa*, n°85, 2020.
- Anonyme, « Pourquoi Vladimir Poutine avance ses pions en Centrafrique » par Charles Bouessel et Emre Sari, dans *Le Nouvel Observateur*, 5 mai 2018.
- ARKHANGELSKAYA A., « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? », dans *Revue Afrique contemporaine*, n° 248, 2013.
- BAUTZMANN A. et al., *Atlas géopolitique mondial*, éd. Du Rocher, Monaco, 2021.
- BENAROYA F., *L'économie de la Russie*, éd. La Découverte, Paris, 2005.
- DIUR K. G., *Politiques étrangères des grands acteurs des politiques et Relations Internationales*, éd. CRIDUPN, Kinshasa, 2015.
- DREYFUS F. G., *Une histoire de la Russie : des origines à Vladimir Poutine*, éd. Fallois, Paris, 2005.
- DUFOUR J. L., *Le renouveau stratégique de l'Afrique par le colonel Jean-Louis Dufour*, éd. L'Économiste, Paris, 2007.
- EMBIEDE E. et CHANTAL M., « L'Afrique Centrale et la renaissance géopolitique de la Russie. », dans *Revue Dialectique des Intelligences*, Dossier, « le retour de la Russie et la reconfiguration du jeu de puissance en Afrique Centrale » n°6, Yaoundé, s.d.
- FACON I., « Le jeu d'influence de la Russie en zone Afrique du Nord/Moyen-Orient », Fondation pour la Recherche Stratégique, n°237-238, s.d.
- GAUCHON P., *Atlas géopolitique de la Russie : le grand retour sur la scène internationale*, éd. Autrement, Paris, 2015.

<http://plus.lesoir.be/153385/article/2018-04-26/les-russes-vont-ils-prendre-lecontrôle-de-la-centrafrique>.

<http://uis.unesco.org>.

<http://www.europe1.fr/emissions/l-edito-international/les-russes-envoientdes-forces-speciales-en-rca-3571763>.

<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/etrangerproche-et-cei>.

<https://inafran.ru>.

<https://www.jeuneafrique.com/mag/906928/politique/tribune-en-afrique-les-nouveauxseigneurs-de-larmement/>.

HUGON P., « Les stratégies comparées des pays africains du golfe de Guinée à l'épreuve du contre-choc pétrolier », dans *Tiers Monde*, Tome 30, n°120, s.d.

KALIKA A., *Le grand retour de la Russie en Afrique*, PUF, Paris, 2020.

LAÏDI Z., *Vers un monde multipolaire*, éd. Études, Paris, 2003.

LEROUÉIL E., *La Centrafrique face à la malédiction du diamant*, éd. Armand Colin, Paris, 2010.

LO B., « La Russie, la Chine et les BRICS : une illusion de convergence ? », dans *Notes de l'Ifri*, n°92, mars 2016.

NOAH E.F.X., « La politique de puissance de la Russie en Afrique centrale : dynamique locale d'une puissance globale », dans *Revue Dialectique des Intelligences*, Dossier « Le retour de la Russie et la reconfiguration du jeu de puissance en Afrique centrale » n°6, Yaoundé, 2019.

PANOV A., « Ruanda kwibuka-20. Pamât'o genocide, spory, diskussii » (Rwanda « kwibuka-20 » : la mémoire du génocide, débats et discussion), dans *Azia i Afrika segodnâ*, n°2, 2015.

www.agenceecofin.com.

www.inafran.ru.

www.inafran.ru.

www.modernghana.com.